

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Kornbluh, Peter. *Nicaragua : The Price of Intervention. Reagan's War against the Sandinistas*, Washington (D.C.), Institute for Policy Studies, 1987, 303 p.

par Denise Artaud

Études internationales, vol. 20, n° 1, 1989, p. 223-225.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702478ar>

DOI: 10.7202/702478ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

fermeture du marché japonais, etc. Au sujet de la fermeture du marché japonais, Vogel souligne l'absence de barrières tarifaires, mais aussi le maintien des politiques d'achat de produits japonais par les entreprises et par les ministères.

Mais on peut se surprendre de la publication tardive, en 1987, de conférences datant de 1983. Beaucoup de données sont déjà anciennes. De plus, plusieurs sujets ont déjà été traités par l'auteur ailleurs, en particulier dans *Japan as Number One*. Enfin, Vogel me semble minimiser le problème majeur posé à l'heure actuelle par la surproduction due à l'automatisation et qui deviendra beaucoup plus important dans le futur: le surplus mondial de main-d'oeuvre. Vogel présente ce problème strictement comme problème d'allocation du travail (p. 67) et il suggère la diminution des heures de travail et le partage des postes comme moyen de le pallier. Ce que l'auteur ne prend pas en considération, c'est le fait que, dans le monde actuel, le revenu est lié au travail (et aux heures travaillées). Toute diminution des heures de travail (accompagnée ou non du partage des tâches) sans remaniement du mode de rémunération mène nécessairement à une baisse de revenu. C'est ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années au Canada, aux États-Unis et en Europe. Le chômage a diminué, mais le revenu moyen, si l'on exclut les gens à haut revenu, a aussi baissé étant donné la hausse du travail à temps partiel et la baisse du salaire horaire, et l'écart des revenus entre riches et pauvres a beaucoup augmenté (même au Japon depuis cinq ans). Vogel ne touche pas du tout à ce problème. En fait, il n'est pas le seul. Les économistes sont contents de la croissance économique telle que mesurée par le taux de croissance du PNB ou le taux de chômage, oubliant que la répartition du travail et du revenu est aussi importante.

Malgré ces problèmes, le livre de Vogel, qui connaît bien son sujet, présente succinctement une image en général juste et précise du Japon et de sa place dans l'économie mondiale actuelle. Les deux premières conférences sont moins intéressantes, mais la période de questions de la première permet à Vogel de préciser sa pensée, ce qui élimine l'aspect quelquefois caricatural de certaines de ses positions.

Bernard BERNIER

*Département d'anthropologie
Université de Montréal*

ÉTATS-UNIS

KORNBLUH, Peter. *Nicaragua: The Price of Intervention. Reagan's War against the Sandinistas*, Washington (D.C.), Institute for Policy Studies, 1987, 303p.

La thèse de Peter Kornbluh est parfaitement claire et s'articule en quatre parties:

1) Depuis les premiers jours de sa présidence, Reagan a monté une guerre de faible intensité, mais terriblement dévastatrice contre les Sandinistes en permettant à la CIA d'organiser et d'armer les Contras. Il en a résulté le développement d'un terrorisme parrainé par le gouvernement américain comme en témoigne, entre autres, le manuel de la CIA à l'usage des Contras, ou le minage des ports du Nicaragua. Après que le Congrès ait, par le *Boland Amendment* (octobre 1984) interdit au Département d'État, au Pentagone et à la CIA de soutenir les Contras, la guerre secrète a continué avec l'appui de gouvernements amis des États-Unis (l'Arabie saoudite et Israël en particulier), celui d'organisation

paramilitaire ou de particuliers américains, le tout étant orchestré par O. North au Conseil National de Sécurité.

2) Cette guerre de faible intensité s'est doublée d'une guerre économique: l'Administration Reagan a suspendu l'aide américaine au Nicaragua et a fait pression sur les organisations internationales pour qu'elles n'accordent plus d'aide financière aux Sandinistes. Enfin, elle a instauré en 1985 l'embargo sur tout le commerce américain à destination du Nicaragua.

3) Le gouvernement américain a par ailleurs préparé la guerre ouverte contre le Nicaragua en armant les voisins de ce dernier – le Honduras principalement –, et en organisant de grandes manœuvres militaires en Amérique Centrale, bien que les Sandinistes n'aient pas constitué une menace pour la région.

4) Washington a justifié sa politique par une propagande inlassable, dépeignant les Sandinistes comme le diable « alors que leur révolution était un modèle potentiellement attrayant ». Il a saboté le processus de paix du Contadora et cherché à discréditer le gouvernement de Managua sur la scène internationale.

Selon Kornbluh, les causes et les résultats de cette politique malencontreuse sont évidents. L'action du gouvernement américain s'explique non par la nature de la révolution sandiniste, mais par des pré-supposés acquis à l'avance (ses desseins impérialistes et sa volonté de rétablir l'hégémonie américaine mise à mal par l'échec au Vietnam). L'Administration Reagan n'a pas réussi à éliminer les Sandinistes mais, comme l'ont montré le minage des ports nicaraguayens et l'affaire de l'Iranganate, elle a contribué à saper la loi nationale et internationale et à miner les fondements moraux sur lesquels la démocratie américaine est assise.

Si l'on en juge uniquement par l'importance des notes (45 pages de typographie serrée), la première impression peut être celle d'un ouvrage sérieux. En fait bien des éléments laissent planer des doutes sur sa méthode. D'abord en ce qui concerne les sources dont la critique n'est jamais faite objectivement. Quelques exemples: les documents émanant du NSC ou du département d'État ont-ils été déclassifiés, ont-ils été remis au *National Security Archive* (un organisme privé) en vertu du *Freedom Information Act* ou à la suite d'une « fuite »? Quel en est l'auteur (personne n'ignore en effet que certains documents n'étant jamais ratifiés par l'échelon supérieur n'engagent que celui qui les a écrits). De plus comment à partir d'une ou deux phrases juger de l'ensemble du document? En ce qui concerne les interviews ou témoignages personnels, entre autres celui d'Edgar Chamorro, il aurait été nécessaire de donner quelques informations sur la personnalité et l'itinéraire politique de ces informateurs.

Kornbluh sait aussi tracer des raccourcis particulièrement trompeurs. Évoquant le Rapport de la Commission Nationale Bipartisane sur l'Amérique Centrale (appelée Commission Kissinger du nom de son président), l'auteur écrit que ses conclusions n'ont pas été acceptées par le peuple américain. À preuve un sondage Louis Harris, indiquant que 60 % des personnes interrogées étaient hostiles à une aide américaine aux Contras. Or, dans son rapport, la Commission note que, bien que la majorité de ses membres aient, à titre personnel, été favorables à cette aide comme moyen de pression sur les Sandinistes, elle n'a pas cherché à décider, en tant que corps constitué s'il fallait aider ou non les insurgés nicaraguayens. Et de manière plus générale, on peut s'étonner que la Commission Kissinger, créée à l'instigation du sénateur démocrate Henry Jack-

son, soit traitée par l'auteur à l'intérieur d'un paragraphe intitulé *The Domestic Impact of the Propaganda War*, et que sans étayer ce jugement de manière sérieuse, le rapport de cette commission soit estimé n'être rien d'autre que « a vintage Cold War brief for intervention ». Ce traitement cavalier de problèmes sérieux n'est malheureusement pas un cas isolé.

Mais par delà ces défauts ponctuels, la faille majeure du livre de Kornbluh est de ne pas dresser un tableau d'ensemble des causes de la politique américaine. Il n'analyse sérieusement ni la nature du régime sandiniste, ni ses liens avec Moscou, Cuba, la Lybie, l'OLP et autres régimes du camp socialiste, ni son dossier en matière de droits de l'homme: pour une population d'environ 3 millions d'habitants, au minimum 300 000 réfugiés (la proportion la plus élevée de toute l'Amérique centrale), et, selon les sources officielles de Managua, 10 000 prisonniers politiques (ce qui équivaldrait aux États-Unis à un chiffre de 800 000). Enfin la résistance intérieure ou celle des Contras n'est pratiquement pas étudiée. De la sorte, faute d'arrière-plan, la description des décisions de Reagan se transforme en caricature. Non que les faits relatés soient généralement faux (il est plus que vraisemblable, par exemple, que les manœuvres au Honduras ont servi indirectement à aider les Contras), ou que la politique de Reagan soit toujours défendable (certains spécialistes prétendent qu'en fait il n'y a pas eu à Washington de politique digne de ce nom, que la rhétorique de Reagan a été parfois désastreuse). Il n'en reste pas moins que le livre de Kornbluh est dans ses grandes lignes un montage habile reprenant les grands thèmes de la propagande menée voici vingt ans contre la guerre du Vietnam. La coïncidence n'est sans doute pas fortuite car se déroule aux États-Unis une offensive menée par certains groupes de pression afin d'empêcher

toute intervention américaine contre un régime marxiste.

Si le lecteur désire se faire une opinion plus équilibrée sur l'Amérique centrale en général et le Nicaragua en particulier, il consultera avec profit (parmi les nombreux titres parus en librairie cette année): Roy GUTMAN, *Banana Diplomacy*, Simon and Schuster, C. MENGES, *Inside the National Security Council*, Simon and Schuster, et sur le contexte géostratégique, H. WIARDA et Mark FALCOLFF, *The Communist Challenge in the Caribbean and Central America*, American Enterprise Institute for Public Policy Research, dont les vues sont particulièrement nuancées.

Denise ARTAUD

CNRS, Paris

WEIDA, William J. et GERTCHER, Frank L., *The Political Economy of National Defense*. Boulder (Col.), Westview Press, 1987, 248p.

L'administration la plus généreuse envers la défense nationale que les États-Unis aient jamais connue, tire sa révérence. Mais à lire ces deux économistes de défense, on se demande si les États-Unis ont véritablement augmenté la sécurité nationale en dépit des niveaux très élevés de dépenses militaires. On a plutôt l'impression que beaucoup d'argent fut dépensé rapidement sans objectifs précis ni planification cohérente, dans un contexte structurel économique et politique qui ne peut que donner lieu à l'inefficacité et au gaspillage.

Les auteurs se préoccupent de l'allocation rationnelle et efficace des ressources « rares » (le terme « limitées » aurait été plus approprié dans le contexte des États-Unis) à la défense nationale et proposent